

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 72.764 du 26 mars 1998

A. 74.982/XI-2548

En cause : **S.A. HOME CASTEL,**
ayant élu domicile
avenue du Comté de Jette 1
1090 Bruxelles,

contre :

La Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par son Gouvernement.

LE CONSEIL D'ETAT, XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 juillet 1997 par la
S.A. HOME CASTEL, qui demande l'annulation de la décision
de refus d'autorisation d'occuper un travailleur de natio-
nalité étrangère, prise le 16 mai 1997;

Vu le mémoire en réponse notifié le 7 novembre
1997;

Vu le rapport de M. CUELIER, auditeur adjoint au
Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis du
règlement de procédure;

Vu l'ordonnance du 10 février 1998, notifiée aux
parties, ordonnant le dépôt de ce rapport et convoquant
celles-ci à comparaître le 3 mars 1998;

Entendu, en son rapport, Mme WILLOT-THOMAS,
président de chambre;

Entendu, en ses observations, Me MARON, loco Mes WITMEUR et UYTENDAELE, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. BOUVIER, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti; que conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles en audience publique, le vingt-six mars 1900 nonante-huit par :

Mme WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président,

V. VANDERPERE.

M.-L. WILLOT-THOMAS.